



Paris, le 18 octobre 2019

## Compte-rendu du CTM du 17 octobre 2019

L'UNSA était représentée par Martine HARNICHARD, Emilie CERISIER et Alain STEUX.

### Réponses DLM

#### Loi fonction publique

Pour l'administration, il n'y a pas de disparition du CHSCT-M mais cette instance devient une émanation du CTM. Il s'agirait juste d'un changement des modalités de traitement.

#### SGC

Pour les agents MAA, l'intérêt professionnel est de suivre leur mission. Si ce n'est pas le cas, ils devront changer de poste, donc temporairement ils seront en surnombre mais devront se repositionner sur des postes ouverts à la mobilité.

Les besoins de formation devront être évalués pour les agents partant en SGC ou pour ceux qui ne suivront pas leurs missions. Les IGAPS assureront l'accompagnement.

Le droit au retour est assuré, il est prévu par les textes interministériels mais devra se faire par le biais d'une demande de mobilité classique.

#### Décentralisation du FEADER

Il y a déjà un groupe de travail entre l'administration et les représentants des régions. Une foire aux questions a été mise en ligne pour avancer.

Un comité Etat/région devrait avoir lieu dans les prochaines semaines pour discuter notamment du plan stratégique national et des questions de gouvernance. Les Régions de France seront attentives aux crédits, aux nombres d'agents affectés au périmètre.

#### Chantiers issus des circulaires du PM

Passage en revue des structures de moins de 100 personnes.

**INFOMA** : un rapport de la Cour des comptes avait alerté le MAA sur la situation de cette entité pour préserver la qualité d'intervention. L'objectif est de nous mettre dans un cadre conforme avec la circulaire du 1<sup>er</sup> Ministre et la Cour des comptes. Une discussion est engagée entre le Directeur de l'INFOMA et celui de VetAgroSup sur l'organisation possible à l'avenir (lettre de mission du MAA).

**ODEADOM** : arbitrage interministériel en cours à ce jour.

## RIFSEEP

Contrairement à ce qui a été annoncé depuis fin 2018, la mise en œuvre ne sera pas effective avant mars 2020. A ce jour, Bercy a validé les barèmes mais a revu à la baisse certains plafonds. Vous trouverez en pièce jointe les barèmes et les cartographies des groupes de fonction des IAE et TSMA.

## ROUEN : accident à l'usine LUBRIZOL

A la demande de l'**UNSA** lors de la rencontre bilatérale avec le ministre du 3 octobre 2019, le Docteur BENOLIEL (médecin attachée à l'administration centrale du MAA) s'est déplacée à la DRAAF de ROUEN.

## BREXIT

Présentation des textes pour l'organisation du travail pour 3 SIVEP Calais, Port, Calais Tunnel et Dunkerque.

L'administration a pris en compte certaines remarques des organisations syndicales et les modifications suivantes ont été apportées aux textes déjà présentés en CTM, en CHSCT-M et dans les différents groupes de travail sur le sujet :

- Réduire à 12 h la durée maximale de travail.
- Mise en place d'un comité de suivi pour les dispositions transitoires et pérennes au bout d'un mois.

### COMMENTAIRE UNSA

L'administration reste sur ses propositions. **Pour l'UNSA** les conditions de travail ne sont pas assez prises en compte sur un rythme de travail soutenu avec des cycles de 12h00. Les flux seront très importants et les agents fortement sollicités. Des conditions de travail très prégnantes, debout et avec des contraintes et sollicitations fortes.

L'administration a refusé de revenir sur la banalisation des samedis, dimanches et jours fériés. De plus le médecin de prévention du Ministère a confirmé que le cycle de travail en alternance jour/nuit est plus néfaste à la santé que le travail à heures régulières.

**C'est pourquoi l'UNSA a voté contre ces textes qui vont à l'encontre de la qualité de vie au travail.**

## Modalités exceptionnelles de recrutement pour certains corps relevant du MAA : Plan de requalification

Ce projet d'arrêté est nécessaire pour mettre en place le plan de requalification (Cf. le compte rendu du GT plan de requalification du 4 octobre 2019).

### COMMENTAIRE UNSA

**L'UNSA** a saisi la DGAFP pour les attachés (pas de liste d'aptitude prévue, uniquement concours interne). A ce jour pas de nouvelle.

## MIREX

Présentation du texte conduisant à la réorganisation des centres d'organisation des examens.

Création de 4 structures interrégionales : Rennes, Dijon, Lyon et Toulouse.

Une période transitoire a été mise en place afin de laisser le temps aux agents, ne suivant pas leur mission, de choisir une autre affectation.

Un second texte a été présenté ce jour afin de reconnaître cette organisation comme une restructuration éligible aux primes ad hoc.

Un amendement a été proposé pour repousser à 2023 le délai pour bénéficier du dispositif. Celui-ci a été voté à l'unanimité.

### COMMENTAIRE UNSA

L'**UNSA** a réinsisté sur l'accompagnement des agents (comme pour les SGC) et sur le devenir des agents qui ne suivent pas leurs missions.

La demande a été formulée lors du dernier GT pour la mise en place d'un bilan de carrière pour ces agents.

## Loi finance PLF 2020

### BOP 215

Schéma d'emploi à -130 pour les DRAAF / DAAF / DDT. C'est une volonté du gouvernement mais le Ministère va faire en sorte que l'évolution ne soit pas trop rapide.

Le PLF n'est pas encore voté.

### BOP 206

Dans le cas d'une sortie du Royaume-Uni avec accord, quid du devenir des agents recrutés pour les contrôles SPS. L'administration suppose qu'il y aura un gel des recrutements et ignore quel sera l'avenir des agents durant les discussions qui suivront.

### COMMENTAIRE UNSA

Le devenir du BREXIT va devenir valeur d'ajustement, notamment sur le BOP 206.

## Questions diverses

### Frais kilométriques

Le remboursement des frais kilométrique pour l'utilisation de son véhicule personnel pour raison professionnel peut se faire, à condition d'avoir été validé par le supérieur hiérarchique, soit en fonction du barème établi par arrêté, soit sur la base du prix SNCF si l'administration considère que le véhicule personnel a été utilisée pour convenance personnelle.

L'**UNSA** a insisté sur le cas d'agents (notamment les formateurs internes au MAA) qui lors de leur déplacement doivent transporter du matériel pédagogique ce qui complique les déplacements par les transports en commun.

L'administration a expliqué qu'elle souhaite avoir des exemples précis et qu'un rappel pourra être fait aux structures si cette utilisation de véhicule personnel semble nécessaire.

## **RIFSEEP**

Le calcul du coût de la bascule au RIFSEEP a été faite sur un échantillon d'agents. Cet échantillon ventile les agents par groupe en se basant sur des corps déjà passés au RIFSEEP. On regarde les missions majoritaires de l'agent et on voit dans quel groupe on le place. Ensuite au moment de la bascule les agents ont connaissance de leur groupe et peuvent faire un recours s'ils ne sont pas d'accord, dans ce cas il peut y avoir discussion et parfois réévaluation.

Pour la prochaine mobilité, l'administration va demander aux IGAPS un affichage clair des groupes dans lesquels seront classés les postes ouverts à la mobilité pour les corps qui passeront au RIFSEEP en 2020.

Le RIFSEEP aurait dû être mis en place en 2019, la campagne de modulation des primes n'a pas eu lieu cette année. Cela va entraîner un montant forfaitaire des primes pour les agents (pour coller à ce montant les modulations seront faites à la hausse ou à la baisse).

La bascule vers le RIFSEEP ne se fera pas avant mars 2020.

## **ONF**

Même si cette décision ne relève pas du MAA, l'**UNSA** a tenu a alertée l'administration du fait que les agents ONF n'ont toujours pas de circulaire télétravail. La Direction de l'ONF aurait expliqué que cette circulaire nécessite un accord du MAA.

## **SGC**

Les mesures de gestion RH MAA sont à formaliser et l'administration doit faire passer les messages de façon homogène, notamment auprès des IGAPS (fiches pratiques, FAC). Le MAA doit s'assurer que le discours des IGAPS soit le même partout.

## **Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPPV)**

L'administration réalise la mise à jour sur le dossier des ZUS dans un premier temps, puis dans un deuxième temps : QPPV. Le recensement est fait, mais la reconstitution de carrière va être difficile à gérer. Ce sujet ne sera pas traité avant début 2020.

### **COMMENTAIRE UNSA**

Pour les SGC, l'administration est prudente et reste évasive pour les modalités de droit au retour et les sureffectifs. Elle renvoie à l'accompagnement individualisé des IGAPS.

**Un nouveau CTM devrait se tenir sous 15 jours pour une nouvelle présentation des textes « BREXIT ».**

**L'UNSA tiendra sa position pour une meilleure prise en compte de la qualité de vie au travail des agents et leur permettre un équilibre vie privée / vie professionnelle.**



Paris, le 17 octobre 2019

## Déclaration liminaire CTM du 17 octobre 2019

Madame la Présidente,

Des réformes d'une ampleur inédite se succèdent à un rythme effréné : Loi de transformation de la fonction publique, organisation territoriale de l'Etat, ...

La souffrance de nos collègues est au cœur de nos préoccupations.

Les agents subissent de plein fouet toutes ces réorganisations alors que beaucoup d'entre eux ont déjà vécus, depuis une dizaine d'années la fin de l'ingénierie publique, la RGPP, la création des DDI et la fusion des DRAAF.

Aujourd'hui la suppression des postes de Secrétariat Généraux des DDI, le futur transfert d'agents aux Conseils Régionaux pour les SEA, la restructuration des pôles examens, la fuite de certaines missions engendrent des tensions permanentes dans nos services.

Madame la Présidente : quel sens donner à ces restructurations ? quel est l'avenir de nos organisations ?

Nos collègues se posent la question et beaucoup d'entre eux ne croient plus en l'avenir de leurs missions. Ce sentiment est destructeur pour eux mais aussi pour un exercice de qualité des missions.

L'écoute, l'information et l'accompagnement des agents sont loin d'être suffisants. Quelles consignes ont les IGAPS ? Pour exemple, les SG de DDI se voient proposer des postes de chef de bureau. De nombreux agents sont dans une vive inquiétude pour leur avenir professionnel et certains sont déjà en arrêt maladie.

Le PLF 2020 laisse apparaître une baisse de 368 ETPT pour le MAA qui correspondent aux transferts des agents dans les SGC.

L'UNSA réitère sa demande d'un plan d'accompagnement RH spécifique au MAA (pour répondre à certains points du guide interministériel laissés aux soins des différents ministères notamment quelles seront les modalités de transfert des agents vers les SGC et quelle garantie de droit au retour auront-ils ?).

L'UNSA insiste toujours sur la nécessité de parler de restructuration et pas de réorganisation. D'autant que les fiches de poste des agents vont être revues et que pour certains, la création des SGC s'accompagnera à plus ou moins long terme de déménagements.

L'UNSA redemande que soit affichée la façon dont le ministère va gérer les agents qui ne suivent pas leurs missions (sureffectifs ? pour combien de temps ? dans quelles conditions ?)

## BOP 215 (Fonctionnement dans les DRAAF, DAAF, DDT(M))

De plus nous avons pu constater dans le PLF 2020 une diminution de 284 ETP en services déconcentrés, quelles missions seront supprimées ou transférées ?

## CAP

Les projets de décrets des lignes directrices de gestion sont en cours de discussion. Le premier groupe de travail s'est réuni récemment, l'UNSA rappelle son attachement au dialogue social au sein du ministère et regrette la fin des CAP qui permettait une équité de traitement des dossiers mobilité des agents.

## BREXIT

L'UNSA a pris note de la lettre de la Directrice du Cabinet qui a accédé à deux revendications portées par l'intersyndicale mais des points de désaccord subsistent. Nous regrettons par ailleurs qu'un groupe de travail sur le sujet de déconcentration d'agents de la DGAL en charge du BREXIT vers CALAIS ait eu lieu dans un format CT DGAL. C'est un sujet important et toutes les OS doivent être associées à cette réflexion.

Sur le sujet BREXIT, l'UNSA avait, lors du dernier CTM, interpellé l'administration sur les risques de discrimination pouvant survenir au vu des cycles de travail proposés, notamment pour les familles monoparentales. En effet ces cycles représentent des contraintes importantes pour la vie familiale.

De plus, un projet de décret portant dérogation aux garanties minimales de la durée de travail et de repos applicables à certains agents en fonction au ministère de l'agriculture et de l'alimentation va être présenté au Conseil Supérieur de la Fonction Publique d'Etat le 29 octobre.

Nous nous interrogeons sur la marge de manœuvre que possède encore notre ministère sur ces dossiers (qui concernent les agents MAA sur les contrôles SPS).

## RIFSEEP

La mise en place du RIFSEEP pour les catégories A et B techniques doit être effective dès cette année. Certains IGAPS auraient lors de leur visite dans les structures, annoncées le report de cette mesure à l'année prochaine. Quand est-il de cette annonce ?

## Le groupe de travail SEA Retex

Lors du groupe de travail qui s'est tenu le 25 septembre 2019, ou plutôt le point d'étape sur le plan d'action SEA, l'UNSA a déploré que le guide pour les nouveaux arrivants ne soit toujours pas finalisé. Les représentants de la DGPE nous ont répondu qu'il souhaitait que la liste des référents soit à jour. Au vu du nombre de mouvements que l'on peut voir dans ces services, nous doutons que celui-ci puisse sortir un jour (rappelons que la campagne se termine dans deux ans).

L'UNSA a aussi demandé que soit renforcé l'accompagnement des Directeurs et des Chefs de Service lorsque des procédures pénales doivent être lancées suite à l'agression d'un agent dont ils ont la responsabilité.

Nous souhaitons également vous alerter sur les problèmes de recrutement que vont rencontrer ces services avec l'annonce du transfert de près de 400 ETP aux Conseils Régionaux et la mise en place du RIFSEEP.

## Services Régionaux de l'Alimentation

### Intrants :

Nous avons évoqué lors de la venue de votre venue, Madame la Présidente, dans la région Pays de la Loire, les problèmes de recrutement rencontrés dans les SRAL pour les contrôles sur l'utilisation des produits phytopharmaceutiques. Ces postes sont peu attractifs pour les agents, et à cela se rajoute la note conditionnalité qui précise que du fait de la difficulté de ces contrôles, un contractuel, un stagiaire ou un nouvel arrivant au SRAL ne peut aller seul sur le terrain avant au moins un an de tutorat.

### Santé des végétaux :

**PPE-SORE** : un nouveau règlement santé des végétaux va entrer en application le 14 décembre prochain. 5 à 8 000 établissements supplémentaires vont entrer dans le dispositif. La DGAL nous a confirmé que les effectifs des SRAL seront constants mais qu'une enveloppe supplémentaire de 5,9 millions d'euros va être donnée pour les crédits de délégation. Il faudra cependant assurer le contrôle de second niveau des établissements mais également de nos délégataires.

**Sur la partie export** : outre les problèmes de recrutement liés à une tâche sédentaire (pas de terrain), la charge de travail va augmenter du fait d'une part du passage des DROM/DOM en tant que Pays Tiers mais également de l'impact que pourrait avoir la sortie du Royaume Uni de l'Europe sans accord.

Enfin, il aurait été dit au niveau du MTES que les agents décroisés en charge des dossiers chasse dans les DDT seraient sur des postes en cours de suppression. Pouvez-vous infirmer ou confirmer ces propos ?

Un projet de déménagement vers Toulouse des serveurs des services déconcentrés était prévu après ceux de la centrale. Aujourd'hui celui-ci n'a pas démarré. Certains agents travaillant pour la centrale en services déconcentrés rencontrent donc des difficultés. Qu'en est-il de ce projet ?